

Ukraine

Les peuples trinquent

P.3

Police municipale

Les armes en débat

P.4

Meeting à Nantes

Fabien fait salle comble

P.7



**La dernière ligne gauche
avant le 10 avril**

Édito :

« Nous voulons gagner dans les urnes et dans les luttes car **le combat ne s'arrêtera pas après la présidentielle !**

D'abord parce qu'il y a les législatives. Et que **nous avons l'ambition, partout, de faire gagner aussi les députés des Jours heureux aux législatives et de faire gagner toute la gauche !** [...]

C'est la dernière étape, le dernier col, la dernière montée. Comme on dit au Tour de France, le Tourmalet ; le dernier match d'un Grand Chelem de rugby ! Il faut tout donner !

Je vous propose d'organiser, tous les soirs, des apéros pour inviter vos amis, vos voisins, vos parents, pour leur présen-

ter notre programme, notre volonté de prolonger ce combat bien au-delà du 10 avril.

Sur les marchés, dans les sièges, inventons les Apéroussel ! Mais avec modération et qu'il y en ait pour tout le monde, avec ou sans alcool, avec ou sans saucisson !

Organisons des opérations de téléphone, le soir, en direction de celles et ceux que vous connaissez, que vous pouvez convaincre. Le bouche à oreille, les réunions d'appartement, c'est ce qu'il y a de plus proche, de plus efficace !

Dites-leur que leur voix compte autant que celle de leur banquier, de leur patron, autant que celle de Bernard Arnauld ou celle de Macron.

Chaque voix compte pour une !

Et leur voix comptera beaucoup pour faire gagner nos idées, notre originalité !

Oui, j'ai confiance dans la mobilisation populaire, dans votre mobilisation à toutes et tous, pour que le 10 avril, on arrive à clore ce chapitre de quatre décennies de renoncements à gauche, et de tourner la page, vers le plus beau qui reste à mettre en œuvre : celui de la France des Jours Heureux !

Vive la République ! Vive la France !

Vive les Jours Heureux ! » **Extrait du discours de Fabien Roussel à Nantes**

F-35

Comment l'OTAN a imposé l'avion américain aux Allemands



Cela ne fait plus de doute : l'Allemagne va acquérir les avions de combat F-35 du constructeur Lockheed Martin pour remplacer les vieux Tornados de la Luftwaffe.

En 2020, l'Allemagne avait choisi la dernière version du F-18 de Boeing afin de pouvoir continuer à porter la bombe nucléaire B-61 que fournit les États-Unis dans le cadre de l'OTAN, cette bombe que possèdent la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie sous double-clé avec les USA. Ainsi, même si ces pays utilisent la dissuasion nucléaire, ils sont totalement dépendants de la Maison blanche en la matière. Tellement dépendants qu'ils ne peuvent plus choisir leurs avions de combat.

Ainsi par des pressions diplomatiques les américains ont réussi à vendre le F-35 sur presque tous les continents alors même que leurs propres armées ont décommandé un grand nombre d'exemplaires face aux coûts et aux déboires que le programme de l'avion furtif leur fait subir.

Ce choix imposé à l'Allemagne fait d'autant plus grincer des dents la France que le pays s'était engagé dans le programme SCAF, un avion lui aussi furtif, mais européen qui entre forcément en concurrence avec le F-35.

La question qui se pose maintenant, les F-35 allemands se cantonneront-ils uniquement aux missions de dissuasion nucléaire pour laisser un avenir au SCAF et à l'industrie européenne ?

Colombie

Le camp du changement entrevoit la victoire

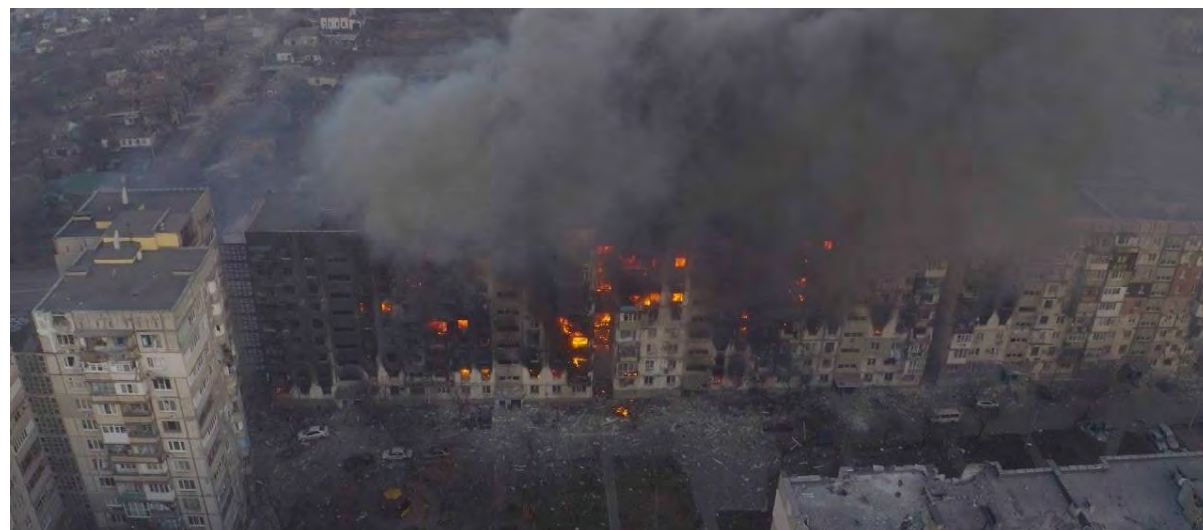


Les élections législatives colombiennes de mi-mars ont vu la victoire de la coalition de gauche « Pacte historique ». **Historique, le terme sied bien à la soirée du 13 mars : en effet, la gauche n'avait jamais gagné une seule élection dans l'histoire de la république de Colombie en deux siècles d'existence.**

Au sénat, les progressistes se hissent devant les deux grands partis colombiens, libéraux et conservateurs et se retrouveront avec le même nombre d'élus. À la chambre basse en revanche, si la gauche remporte le scrutin avec 17 % des voix, elle est dépassée en nombre de sièges par le parti libéral. Il n'empêche, en brisant le bipartisme traditionnel de la Colombie, la coalition qui regroupe le Parti communiste-Union patriotique ainsi que d'autres forces démocrates, écologistes et anti-corruption, a réussi un tour de force impensable pour le peuple colombien.

Si la répression politique reste forte dans la Colombie du président Ivan Duque notamment à l'encontre des militants FARC, le Pacte historique se place en position de force au moment d'aborder les élections présidentielles qui auront lieu fin mai. Son candidat, Gustavo Petro, ex-maire de Bogota et finaliste malheureux en 2018, est d'ores et déjà favori pour la magistrature suprême. La division des forces de droite et de centre-droit pourrait frayer un chemin à la gauche au premier tour.

Bien que les thèmes de la gauche – santé, logement, pouvoir d'achat, écologie – trouvent enfin un espace dans le débat public colombien, la tâche du Pacte historique reste immense dans ce pays miné par les violences politiques. Depuis l'accord de paix entre gouvernement et FARC en 2016, plusieurs centaines de militants de gauche ont été assassinés.



Ukraine

Les peuples trinquent

Alors que le peuple ukrainien subit toujours la guerre sur son territoire, les répercussions du conflit se font sentir sur la planète entière **avec la flambée des cours des matières premières.**

Premier front pour les peuples du monde, la sécurité alimentaire. Alors que le blé représente près du quart des apports caloriques mondiaux, les opérations militaires en cours gênent considérablement les exportations russo-ukrainiennes. Ces deux pays représentent à eux deux près du tiers des exportations mondiales. Les ports ukrainiens, en particulier Odessa sont bloqués et les navires russes sont ralentis. Conséquence, alors que la saison touche à sa fin dans l'hémisphère nord, le prix du blé tendre dépassait largement les 400 € la tonne rendu Rouen, contre 250 € au début de la guerre, du jamais vu. Cette flambée fait craindre de nouvelles émeutes de la faim au Moyen-Orient et en Afrique du nord, principaux importateurs de blé alors que le mois de Ramadan approche, renforçant spontanément la demande.

Autre sujet d'inquiétude pour le pouvoir d'achat au niveau mondial, les hydrocarbures. Bien que le gaz et le pétrole russe ne soient pour l'instant pas impactés par

le conflit, l'Europe, principal marché de la Russie, étant trop dépendante à ces énergies, les cours se sont envolés sur les marchés dans la crainte d'une éventuelle pénurie future. Le baril de Brent est ainsi passé de 95 \$ avant la guerre à plus de 110 \$ aujourd'hui, avec des sommets à 120 \$. Le prix à la pompe a immédiatement répercuté cette hausse.

Ainsi les ménages du monde entier vont encore voir leur budget être grévé alors même que de pénurie il ne saurait être question. La réalité de cette inflation réside dans un jeu de spéculation de financiers capitalisant sur la peur de la guerre.

Cet isolement de la Russie en Europe a tendance à dessiner avec d'autant plus de force les lignes de fracture géopolitiques modernes. Voyant les marchés nord-américains (à court-terme) et européens (à long-terme) se fermer, la Russie a tout intérêt à se tourner vers la Chine, gourmande en hydrocarbures dans un grand espace eurasiatique. **A l'inverse, pour permettre à l'Europe de surmonter sa dépendance énergétique à la Russie, les États-Unis ont annoncé « mettre à disposition » des États-membres de l'UE du gaz et du pétrole de schiste.**

Médias

La guerre de l'information au cœur du conflit

La guerre d'Ukraine est également un conflit d'information et comme souvent, la vérité se trouve menacée par les jeux de propagande.

En Russie, une révision du code pénal adoptée le 4 mars dernier condamne la diffusion « d'informations mensongères sur les forces armées ». Sont notamment visés les opposants à la guerre, opération habilement renommée « opération spéciale » selon la terminologie officielle.

Mais dans l'Union européenne, dont aucun État membre n'est belligérant, on s'est curieusement pris d'une passion pour la censure. Depuis le 2 mars, les médias d'État russes Sputnik et RT sont interdits d'émettre dans les 27 pays de l'UE sur la base d'une réglementation ad hoc adoptée en 2014 et ce sans que les autorités de régulation des États puissent enquêter, une décision dénoncée par le SNJ-CGT.

Que ces médias soient des relais de la propagande poutinienne est claire, mais en l'absence de conflit entre l'UE et la Russie, cette décision relève d'une dérive autoritaire de la commission européenne qui s'arroge le droit de censurer les médias qui lui déplaisent. d'autre médias d'État connus pour leur propagande sur notre sol parmi lesquels Radio Free Europe (États-Unis) ou AJ+ (Qatar) n'ont pas connu le même sort.

Dans une guerre, la désinformation vient des deux côtés, souvent de manière insidieuse et l'on serait bien naïf de penser que seul l'autre camp en fait usage. Ainsi, dans un article daté du 16 mars intitulé « Sur le front de Kiev avec les Tchétchènes pro-ukrainiens », *Le Figaro* s'en va interroger les sympathiques djihadistes du bataillon Cheikh Mansour, présentés comme des « volontaires caucasiens ».



Le bilan libéro-macronien

Le ruissellement du président sortant est un échec, évidemment ! **Les premiers de cordée ont coupé la ficelle. Cette « théorie » n'est qu'une escroquerie idéologique.** Élu il y a cinq ans à l'aune de la dite République en marche, ce pouvoir aura fait reculer la république, l'intérêt public et ses services publics, ainsi que l'autonomie financière des collectivités. Normal pour un pouvoir dont le cœur du projet est le libéralisme entrepreneurial.

Président des riches et méprisant de la république avons nous dit. En effet, le rôle de l'Assemblée nationale a été rabaissé. Ce mandat a été marqué par une succession de crises : crise démocratique, crise sociale (notamment le mouvement des gilets jaunes) et aujourd'hui une guerre aux frontières de l'Union européenne. La crise sanitaire a révélé des précarités et des inégalités déjà présentes dans la société par effet grossissant. Leurs augmentations sont significatives dans la jeunesse notamment.

Le mouvement syndical a été attaqué par l'instrumentalisation des « black blocs » en particulier pendant les manifestations pour défendre le statut public des cheminots et la défense des retraites (la réforme libérale étant ajournée).

Le fondement du projet libéral, ce n'est pas la loi de la république pour tous, notamment sociale, **mais l'intérêt de l'« entreprise » pour le profit qui fait sa loi dans la société. La monarchie patronale des dividendes capitalistiques est entretenue par les « premiers de cordée ».** Au sortir de la pandémie 2020-2021, le chef des patrons du CAC 40 l'a justement rappelé : « maintenant que l'aide publique a fonctionné, laissez-nous reprendre les rênes ». L'État peut rentrer à la niche.

Au regard de ce principe, l'enrichissement des 0,1 % des plus riches, 500 fortunes (953 Mds d'euros), a augmenté de 30%, de quoi spéculer et acheter du poulet et du soja bio de grande qualité ! La suppression emblématique de l'ISF (5 Mds d'euros) dès la première année a montré le mouvement.

Les personnels soignants (infirmières...) ont obtenu une prime pour leur courage en montrant qui sont les premiers de corvée qui tiennent la société par leur travail. Les traitements et salaires sont restés en rade ainsi que les moyens pour l'hôpital public. Bilan 15000 départs !

Quel bilan ! Place au Roussellement !

Bolducs et faveurs

Les grosses ficelles des cadeaux de Macron



Il était d'usage, alors que l'année commençait au printemps, de s'offrir des étrennes le premier avril. Le déplacement du nouvel an au premier janvier ayant donné au don usuel du début avril un caractère plus léger, l'habitude est restée d'offrir quelque farce ou autre poisson.

C'est ainsi qu'au premier avril le président-candidat-à-sa-succession met en place une ristourne sur quatre mois de dix-huit centimes par litre de carburant acheté à la pompe... Remise qui n'entamera en rien les profits des compagnies pétrolières ni la levée des taxes concernées, mais sera payée par le contribuable. **Le gouvernement estime que la mesure coûterait 2 milliards d'euros, pris sur le budget du ministère de la transition écologique !**

Les « cadeaux » ont en fait commencé dès l'officialisation de candidature d'Emmanuel Macron, avec la suppression du passe vaccinal dès le 14 mars et de la fin des jauges, accompagnées de l'arrêt du masque obligatoire, sauf exception (déplacements, établissements de santé et médico-sociaux). Il est vrai que chaque allègement des contraintes liées au Covid est une respiration bienvenue. Cela étant, et au regard de l'augmentation actuelle des contaminations, la question demeure de savoir si cela n'était pas prématuré...

Et puis il y a – mais c'est pour après les élections ! – des annonces salariales qui arrivent curieusement très opportunément : bonne nouvelle pour les agents de la fonction publique, **le fameux point d'indice qui sert**

à calculer leur traitement en fonction de l'échelon, du grade, du cadre d'emploi et de l'ancienneté de chacun sera « dégelé » avant l'été. Alors que celui-ci n'avait quasiment pas augmenté depuis dix ans, entraînant une baisse substantielle du pouvoir d'achat des fonctionnaires, le gouvernement vient de décider de sa revalorisation « à l'arraché », trois jours avant les manifestations du 17 mars ! Cette mesure que nous ne pouvons qu'appuyer – mais à ce jour non chiffrée – n'était tellement pas dans les tablettes que le Parlement sera amené à voter une loi rectificative au projet de loi de finances. Le privé avec une augmentation du smic de 25 euros en juillet, devrait aussi pouvoir bénéficier de quelques miettes...

Au catalogue des promesses pré-électorales, nous pouvons par ailleurs voir figurer la suppression de la redevance audiovisuelle, un triplement de la prime « Macron », un chèque alimentaire...

Cependant, les vrais cadeaux du président-candidat-à-sa-propre-succession sont naturellement destinés aux plus riches, et les mesures qui sont annoncées de faire porter la retraite à 65 ans, de supprimer des impôts sur les entreprises, ou encore de conditionner le RSA à un certain nombre d'heures de travail hebdomadaire vont une nouvelle fois abonder leurs fonds. D'après le magazine Challenges, il y avait 109 milliardaires français en 2021 contre 95 l'année précédente. Le mouvement n'est pas près de s'infléchir.

Corse

« Plus que jamais elle a besoin de paix, de démocratie et de progrès social »



Les revendications portées ces dernières semaines dans les manifestations par les différentes sensibilités nationalistes inquiètent. L'idée s'installe qu'en définitive la « matrice de l'Assemblée de Corse » n'est plus le lieu où il peut se débattre calmement des questions politiques.

La gestion erratique de la levée du statut de DPS d'A. Ferrandi, P. Alessandri et Y. Colonna, condamnés pour l'assassinat du préfet Étrignac, abouti à ce que l'application du droit intervienne dans les pires conditions après l'inadmissible assassinat d'Y. Colonna. Cela n'aurait jamais dû être. On comprend la colère et on partage l'exigence légitime de vérité et de sanctions au regard de ce qui s'est passé à la Maison d'arrêt d'Arles. Cependant, le sens des responsabilités politiques aurait dû concourir à cette recherche plutôt qu'à un discours laissant entendre qu'il y a eu une manipulation de l'État dans ce tragique événement.

Le choix du « rapport de force avec l'État » s'est prolongé ainsi dans une surenchère dont beaucoup se demandent où elle s'arrêtera dès lors que des organisateurs des manifestations violentes affirment qu'en 7 jours il a été obtenu plus qu'en 7 ans avec la représentation élue. Tout démocrate ne peut que condamner cette stratégie délibérée de guérilla urbaine accompagnée de slogans haineux et xénophobes.

Ainsi on ne parle pas de l'urgence sociale, de la cherté de la vie en Corse, de la pauvreté grandissante, de la pénurie de logements sociaux, de la continuité territoriale et du service public, mais d'une « réponse politique globale » à partir de la « reconnaissance juridique du peuple corse ». Rappelons-le, les réformes institutionnelles précédentes ont accompagné l'aggravation des inégalités.

Ce débat ne peut être mené en quelques semaines. Les enjeux sont trop importants pour la Corse et l'unité nationale. Voilà pourquoi nous demandons d'une part que les représentants du PCF y soient associés et d'autre part qu'il soit d'emblée acté qu'à l'issue d'un véritable débat démocratique, les Corses puissent se prononcer en toute connaissance de cause, par référendum.

Michel Stefani

Bureau de Poste de la Contrie à Nantes

Une première avancée à mettre au crédit de la mobilisation collective



Alors que La Poste avait prévu la fermeture de son bureau de la Contrie, le groupe a finalement décidé, dans une récente communication, que ce n'était pas « à l'ordre du jour ».

Cette victoire est à mettre au crédit de la mobilisation active des habitants, usagers, associations, salariés, organisations et communistes du quartier.

La cellule de quartier du PCF a ainsi largement rassemblé autour d'une pétition (plusieurs centaines de signatures) et a contribué à la fondation du collectif de défense du bureau. Il est démontré une fois de plus que seule la mobilisation collective peut faire bouger les lignes. Cette victoire doit cependant nous appeler à la vigilance quant aux velléités de réorganisations ultérieures du groupe concernant l'ensemble des bureaux de poste.

De fait, alors qu'il restait en 2017 en France quelques 8 400 bureaux de poste de plein exercice, c'est-à-dire offrant l'ensemble des services attendus, le plan stratégique déroulé par le groupe La Poste prévoit de n'en maintenir plus qu'autour de 2 700 en 2025 !

Législatives

Les communistes de Loire-Atlantique sont
« Gonflés à bloc »



Le dernier Conseil départemental du PCF 44 a pour une large part été consacré aux législatives des 12 et 19 juin prochains. Après un tour très complet de l'état des lieux des dix circonscriptions concernées, compte tenu des éléments connus à cette date, nos candidats présents – chaque circonscription était représentée – ont pu donner leur sentiment sur la campagne à venir. Gonflés à bloc, aidés en cela par la belle campagne de la présidentielle qui remet dans le débat les idées communistes, les candidats se préparent à croiser le fer pour porter haut les couleurs des Jours heureux sur le département.

Marie David, candidate sur la 10e circonscription (Vignoble) dans *L'Hebdo de Sèvre & Maine* à propos des services publics :

« Il en faut davantage pour améliorer notre quotidien et combattre les inégalités : avec l'embauche de 500 000 nouveaux agents et un plan de développement de l'hôpital avec 100 000 emplois créés... 90 000 recrutements dans l'Éducation nationale pour baisser les effectifs par classe et assurer les devoirs à l'école. »

Pour le détail des candidats, se reporter à la carte éditée en page 4 du précédent numéro des *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

Livre du centenaire



Après une première diffusion pleine de succès du livre du centenaire « 100 ans de communistes en Loire-Inférieure et Atlantique » pendant le meeting de Fabien Roussel à Nantes, l'ensemble de l'équipe du centenaire vous propose une matinée conviviale autour de celui-ci pour venir retirer ou acheter votre exemplaire.

Samedi 30 avril de 10h30 à 13h00
À la Fédération du PCF 44
41 rue des Olivettes à Nantes

Police municipale

Les armes en débat



Lors du dernier Conseil municipal à Nantes et dans le cadre d'un échange concernant l'armement de la police municipale, Robin Salecroix réagissait aux propos simplistes d'une droite dont c'est un des chevaux de bataille :

« À gauche, nous ne nions pas ces enjeux [de l'insécurité], cette réalité vécue par nos concitoyens. Derrière les chiffres de la délinquance, ce sont des vies abîmées, des traumatismes bien souvent ancrés au plus profond de chacune et de chacun et des années de reconstruction nécessaires pour dépasser le choc et effacer les séquelles. C'est à eux et leurs proches que nous devons penser en premier.

Cette réalité [...] nous oblige en premier lieu à nous mobiliser de la manière la plus transversale possible avec tous les acteurs et toutes les politiques publiques intéressées au sujet. La Ville de Nantes dans le domaine prend toute sa part en fonction de ses moyens et de ses compétences pour contribuer à la tranquillité publique de toutes et tous : embauches importantes de policiers municipaux, création d'une police métropolitaine des transports en commun, fondation de la Maison de la tranquillité publique, formation de professionnels au repérage des violences à l'encontre des enfants, ou encore investissements constants dans les domaines de la médiation, de la prévention.

Ce volontarisme seul ne peut cependant suffire sans l'investissement de l'État sur les sujets de sécurité intérieure dont il est l'artisan et le régulateur clef. **Ce rôle majeur de l'État [...] garantit l'égalité des citoyens et des politiques publiques efficaces, que nous soyons riches ou pauvres, que nous habitons à la ville ou la campagne.** C'est en cela que la délégation progressive de ces missions au privé ou aux collectivités doit nous inquiéter et nous alerter collectivement.

Dans le cadre du partage des missions avec la police nationale et des compétences propres à la police mu-

nicipale notamment en termes de prévention, de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques, nous n'estimons ainsi pas pertinent de doter nos agents d'armes à feu. Cependant la question de leur dotation en équipement de protection, de caméras piétons, tout comme de leur formation continue et de leur bon niveau de rémunération et conditions de travail est pour nous centrale. Tous les fonctionnaires, qu'ils soient en uniforme ou non, nécessitent la même attention.

Cela passe [...] par un renforcement des effectifs de la police nationale, leur permettant notamment de se déployer en proximité. Nous avons besoin de services d'investigation, de suivi judiciaire, de services de réinsertion. Un réinvestissement donc dans les moyens humains à rebours des politiques de droite ultra libérales qui ont amené à des suppressions de postes massives.

Dans ce contexte, la création de nouveaux commissariats en cœur de quartier devrait être une priorité de l'État. Plus généralement d'ailleurs la question du recul de l'État se pose en zone urbaine ou rurale. **Quid de la lutte contre l'isolement, les inégalités et l'insécurité, lorsque petit à petit des pans entiers de missions de services publics désertent nos territoires.** C'est bien d'une approche globale dont nous avons besoin [...] englobant les politiques publiques allant de l'éducation, à la prévention, la sanction jusqu'à la réinsertion des délinquants, véritable impensé des politiques publiques d'aujourd'hui.

La pierre angulaire de la lutte contre l'insécurité se trouvera donc pour nous dans un « réarmement ». **Un « réarmement » de la République en renforçant l'État, ses services et ses agents, artisans fidèles de la mise en œuvre de nos valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.** »

Mobilisations

Augmenter les salaires et les pensions, c'est possible !

À l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, UNSA, CFTC et CFE-CGC, **une journée nationale de grève et de mobilisation s'est déroulée le 17 mars dernier. Les mots d'ordre : augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux !**

Avec l'explosion des prix de biens de consommation courante, l'inflation est à des niveaux jamais vus depuis plus de 30 ans. Le pouvoir d'achat des Français est quant à lui en berne au moment même où les dividendes versés aux actionnaires battent des records. La tragique guerre en Ukraine explique en partie l'augmentation du prix du gaz, des carburants et de l'alimentation mais l'État, à travers les leviers fiscaux, pourrait atténuer ces hausses. **Ce n'est pas le choix du gouvernement qui, mesurette après mesurette, chèques carburant et primes inflation, voudrait, pour des raisons électorales évidentes, avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, acheter la paix sociale.** Pourtant, la crise du pouvoir d'achat que vivent les Français n'est pas nouvelle.

Cette situation était même au cœur du mouvement des gilets jaunes, cela fait déjà 3 ans. Depuis, rien n'a changé si ce n'est l'amplification de la vie chère pour une majorité de salariés, de retraités et de jeunes. Pour l'intersyndicale, **Emmanuel Macron et son gouvernement jouent la montre mais ne répondent pas aux revendications légitimes des salariés : l'augmentation immédiate du SMIC et de tous les salaires.** Certes, l'exécutif national a annoncé le dégel de la grille des salaires de la fonction publique, mais ce sera pour après les élections et de combien ?

Les retraités, rassemblés le 24 mars pour exiger la hausse des pensions, plus de services publics et une meilleure protection sociale, s'indignent eux aussi de la baisse de 10 % de leur pouvoir d'achat en 10 ans. C'est beaucoup pour toutes celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie et qui se sentent aujourd'hui méprisés. Malgré la situation internationale, les questions sociales sont une préoccupation importante des Français. Fabien Roussel, révélation parmi les candidats de gauche à la présidentielle, défend dans un parler vrai



et clair, **l'augmentation du SMIC pour le porter à 1500 euros net par mois (1900 euros bruts), la réunion d'une conférence nationale sur l'augmentation de tous les salaires, la retraite à 60 ans et une pension minimum de 1200 euros par mois pour une vie digne.**



Carburants

Les taxis dans la rue !

À Paris, Lyon, Marseille ou Nantes, les chauffeurs de taxis ont organisé, dans les grandes villes de France, des manifestations pour dénoncer la forte hausse des prix du carburant. **Il faut dire que la profession est particulièrement impactée par le prix du litre de diesel à 2,10 euros.**

Blocages, ralentissements, le mardi 29 mars, les taxis se sont fait entendre, notamment à Nantes où un cortège de travailleurs du transport est parti de la Beaujoire pour rejoindre l'aéroport via le centre-ville de la cité ligérienne. **Avec les difficultés à circuler en ville, les voies réservées réduites, les bouchons, la concurrence déloyale des VTC (véhicule de tourisme avec chauffeur) et désormais les coûts du carburant, les comptes sont dans le rouge.**

Pour sortir de cette situation, le syndicat des taxis revendique auprès des autorités publiques la baisse des taxes sur le carburant, la TVA à 5,5 %, le respect des règles par les VTC ou le gel des cotisations aéroportuaires. Reste à savoir si le gouvernement en place après les élections législatives de juin inscrira ces revendications dans son prochain projet de loi de finance.

Énergie

Face à la surdité du patronat, la grève continue sous la menace des CRS

Les agents de RTE GMR Atlantique (maintenance du réseau électrique de RTE) basé à Vertou sont en grève depuis 6 semaines. Suite à plusieurs réunions avec la direction, des revendications locales des agents ont trouvé des réponses. Mais sur les revendications de la CGT concernant la hausse de 5 % des rémunérations, la direction refuse toute négociation. La situation est donc bloquée et le patronat joue le pourrissement du conflit. L'argent existe pourtant bel et bien ! Preuve en est, **RTE a réalisé en 2021, 661 millions d'euros de bénéfices et a distribué près de 400 millions à ses actionnaires.** Dans la lutte, les agents sont déterminés, ils ont par ailleurs reçu le soutien d'autres groupements de l'Ouest, d'Anjou, de Bretagne et de Sologne. L'élargissement de la lutte montre le niveau de la mobilisation et la belle solidarité des agents entre eux. Pour réprimer le mouvement et au moment de la rédaction de cet article, les forces de l'ordre ont été envoyées par l'État pour évacuer le piquet de grève d'Orléans. Une atteinte au droit de grève. Une honte.

Écocombust : les salariés attendent le feu vert

Barbara Pompili, ministre de la transition écologique a rouvert le dossier Écocombust. Après l'annonce de l'abandon du projet par EDF en juillet dernier, la réalité énergétique a rattrapé le gouvernement. Un appel à projet a même été lancé en début d'année, après que la CGT et les salariés de la Centrale aient convaincu les industriels Paprec et EDF d'investir dans Écocombust et la production de pellets. Des pellets de bois (fabriqués à partir de déchets bois) qui remplaceraient le charbon comme combustible dans les chaudières. C'est pourquoi, **le mardi 5 avril prochain, à partir de 10h00, à la centrale de Cordemais, la CGT organise un nouveau rassemblement de soutien à Écocombust.** Il s'agira d'une mobilisation pour le maintien et la sauvegarde de l'emploi industriel mais aussi pour défendre le développement d'un modèle énergétique issu de l'économie locale et qui ne dépend pas de la situation internationale et géopolitique. Pour le syndicat CGT, **« Écocombust c'est bon pour le climat, c'est bon pour les factures et c'est bon pour l'emploi ! ».** À Cordemais, la fermeture de la centrale n'est plus une fatalité. Le soutien au projet par la population, les élus locaux et les acteurs du territoire va être, dans les semaines à venir, déterminant.



Le festival du film russe annulé



À Nantes, au cinéma le Katorza, le festival du film russe prévu du 31 mars au 3 avril est annulé. Bien que renommé – *Entre Lviv et l'Oural* – il devait se tenir comme chaque année sous l'égide d'Univerciné avec la participation habituelle de l'association Russies étonNantes préoccupée par la solidarité avec les réfugiés. Cependant le cinéma le Katorza maintient une programmation de films russes et ukrainiens.

Ainsi que l'explique Macha Milliard, présidente du festival, elle regrette « que la création cinématographique qui avait été sélectionnée, reste inaccessible au moment même où elle aurait pu contribuer à une appréhension intellectuellement fine et aiguisée de l'époque douloureuse que nous traversons ».

Comme elle se désolé que certains messages portés par le festival aient pu être « mal interprétés ». En écho notam-

ment à une manifestation devant le cinéma... dont certains sont allés jusqu'à scander : « Univerciné collabo ! ».

Avec trois soirées-débat maintenues jeudi, vendredi et samedi, la directrice du Katorza, Caroline Grimault, s'exprime : « Je suis de tout cœur avec les Ukrainiens et, bien sûr, très mal placée pour imaginer ce que l'on peut penser ou faire quand nos proches sont sous les bombes, précise-t-elle. Mais mon travail est de proposer aux Nantais des films qui constituent un éclairage sur la société russe d'aujourd'hui et peuvent les aider, comme ils m'ont aidée, à mieux comprendre la situation. En ce sens, je suis profondément contre le boycott des artistes russes. »

En soutien à l'initiative nantaise, le délégué général du Festival du film russe de Paris Marc Ruscart sera présent pour

parler d'un film de Vladimir Bitokov : « Plus que jamais, il faut voir des films russes, des films qui condamnent avec courage Poutine et son système... ».

Élu en charge de la Culture à Nantes, Aymeric Seassau le rappelle fermement : « À Nantes, il ne saurait être question d'interdire ou de boycotter quelque culture que ce soit ! Avec le prérequis de n'accueillir aucun artiste qui serve de soutien au régime criminel de Poutine... La liberté de circulation des œuvres et des idées n'est pas négociable. [...] Les arts et la culture peuvent et doivent rester des instruments au service de la paix et du dialogue entre les peuples ».

Compte tenu du contexte de guerre en Ukraine décidé par Poutine que nous condamnons, il faut un courage certain pour compter sur l'intelligence, la réflexion et la culture pour appréhender la situation sur le court et le long terme passé et présent. La culture du retour à la paix, du vivre ensemble et du partage ont toujours à nous apprendre. Les nationalismes sont toujours réducteurs.

L'Ukraine comme la Russie sont des nations proches historiquement et culturellement. Après les destructions et les bombes de Lviv au Donbass, il faudra bien – un jour – retisser des liens si abîmés par cette intervention et cela malgré les inimitiés et les haines, hélas ! La culture est là pour nous y aider.

Vendredi 8 avril à 18h : Huma-café au Lieu unique, Nantes

Territoires post-COVID en Loire-Atlantique, entre «gouvernance» et tensions.

Urbains ou ruraux, périurbains, rurbains ou néoruraux, en tant qu'habitants, nous sommes définis par l'espace qui nous entoure, espace produit par notre société. Or, il a beaucoup été question, avec la pandémie et ses conséquences économiques et sociales, de recherches de nouveaux modes de vie, de nouvelles manières d'habiter liées au télétravail, à un besoin de nature, de la contrainte de circuler à moindre coût énergétique...

Ces tendances qui se sont fait jour peuvent-elles être durables et profondes ? Qu'en est-il de l'imbrication de la ville dans les campagnes, des formes de l'extension du domaine de l'urbain dans la périphérie des métropoles ? Avec la Covid, dans quelle mesure y'a-t-il eu vraiment «exode urbain» ? quelles sont les tensions sous-jacentes en périurbain (de type «Gilets jaunes») ? Comment s'exerce la «gouvernance», à la fois

confinée et confisquée, d'un territoire d'intercommunalité ? Les responsables des collectivités territoriales sont-ils en capacité d'entendre ces nouvelles exigences ? Quelles pourraient être les conséquences à plus long terme sur les politiques publiques ?

Jean-Yves Martin proposera une approche d'abord paysagère de l'entre-deux de Nantes à Saint-Nazaire, territoire de la communauté de communes d'Estuaire et Sillon, suivie d'un essai d'analyse dans le cadre marxiste des catégories spatiales d'Henri Lefebvre (espaces «vécu», «conçu» et «perçu») en tant, à la fois, qu'habitant, géographe et militant.

Rencontre avec Jean-Yves Martin, géographe, ancien élu municipal, auteur de *Paysages, Pouvoir et Colères du Sillon à l'Estuaire* (éd. du Petit Pavé).



Fête de l'Humanité 2022

Premières programmations et premiers bons de soutien

En déplacement dans les régions, la direction de la Fête de l'Humanité s'est arrêtée à Nantes mardi 29 mars pour évoquer avec l'ensemble des fédérations du Parti communiste des Pays de la Loire l'organisation des stands sur le tout nouveau terrain situé sur l'ancienne base aérienne 217 du Plessis-Pâté, en plein cœur de l'Essonne.

Créé en 1930 par Marcel Cachin, directeur de L'Humanité, l'événement s'apprête donc à écrire une nouvelle page de son histoire, avec cette édition qui se déroulera le vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 septembre 2022. Tout doit être repensé avec une vision à long terme pour accueillir la plus grande fête politique d'Europe.

Côté musique, cette nouvelle édition affiche déjà une programmation riche avec Sexion d'Assaut, Dutronc et Dutronc, Kungs ou encore Gauvain Sers et Camélia Jordana. Ce n'est que le début, bien d'autres artistes seront dévoilés dans les prochains mois.

Pour les tarifs, la Fête de l'Huma évolue également. Les nombreux investissements nécessaires au déménagement et l'inflation galopante dans le monde de l'événementiel obligent la direction à trouver de la trésorerie rapidement. Une offre de lancement à 39 € est donc proposée pour le passe 3 jours jusqu'au 30 avril, puis celui-ci passera progressivement de 45 € à 55 € en fonction des annonces de la programmation.

Mais pas d'inquiétude, la Fête de l'Humanité a toujours pour vocation de rester une fête populaire accessible au plus grand nombre, avec un bon de soutien à 35 € proposé à la traditionnelle vente militante. Les premiers bons de soutien arriveront normalement la semaine prochaine à la fédération du PCF de Loire-Atlantique (41 rue des Olivettes à Nantes) alors pensez vite à venir prendre vos vignettes et soutenir le journal L'Humanité ainsi que sa fête.

La Fête de l'Humanité
BASE 217 - LE PLESSIS-PÂTE (91)

LES PREMIERS NOMS !

DUTRONC & DUTRONC
SEXION D'ASSAUT
CAMÉLIA JORDANA • KUNGS
GAUVAIN SERS • RONISIA

TARIF SPÉCIAL
OFFRE DE LANCEMENT

39€ LES 3 JOURS

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30/04, DANS LA LIMITE DES PLACES DISPONIBLES

EN VENTE SUR FETE.HUMANITE.FR



Meeting à Nantes : Fabien fait salle comble



Lundi 21 mars à 18h : ils sont plus de 1 500 à se presser aux portes de l'auditorium 800, venus des Pays de la Loire et de Bretagne. Devant une salle impatiente, l'un des musiciens souhaite « la bienvenue au pot de départ d'Emmanuel Macron » déclenchant les rires. Face à la morosité de la campagne présidentielle, communistes convaincus ou curieux indécis se côtoient pour écouter celui qui apporte une nouvelle approche, celui que l'on présente comme la « révélation » de cette élection.

Début de meeting placé sous le signe du rassemblement avec les interventions d'Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF 44, de Fabienne Padovani, conseillère départementale socialiste, et de Liêm Hoang-Ngoc, membre de la Nouvelle Gauche socialiste, suivies de celles de Mathieu Pineau, secrétaire départemental de la CGT Énergie, et de Gilles Le Proust, maire d'Allonnes.

Fabien Roussel entre en scène : « Nous sommes rassemblés ici autour d'un bel espoir, c'est celui des

Jours heureux, c'est celui d'un projet, c'est celui d'un avenir nouveau ». Après avoir réaffirmé notre solidarité avec les Ukrainiens et les pacifistes russes, Fabien Roussel égrène les mesures de son projet en faveur des retraités « richesses de notre pays », de l'école de la République, des services publics, attaque le monde de la finance, évoque le scandale McKinsey, saluant au passage l'action d'Éliane Assassi, et promettant qu'avec lui « les cigares vont changer de bouche ».

Puis, place à l'importance de la culture « qui nous fait vibrer, pleurer, rire, essentielle pour le vivre ensemble », et lorsque Fabien demande justice pour Steve Maia Caniço, l'émotion est à son comble. L'heure de la conclusion approche, le candidat lance les « Apéroussel » pour mobiliser jusqu'au dernier jour.

Fin de meeting sur fond d'ambiance survoltée aux airs et paroles de « La Marseillaise » et de « L'Internationale », des yeux qui brillent, des sourires, du bonheur à l'état pur.

« Mon premier meeting ! »

Témoignage de Cindy Monfort

À 30 ans, c'était mon premier meeting politique. Je me sens vraiment concernée par les élections présidentielles. Certains jeunes de mon âge ne votent pas parce qu'ils n'ont pas de conscience politique, ne connaissent pas grand-chose à la droite, à la gauche.

Fabien Roussel est le candidat qui m'a le plus interpellé. Son programme est intéressant, il a un franc sourire, et surtout il semble réaliste sur les conditions de travail des citoyens. Son programme est clair.

J'ai été impressionnée par le monde présent, et la foule qui agitait les drapeaux. Impressionnée, parce que ce meeting montre que Fabien Roussel rassemble. Il rassemble des gens qui partagent les mêmes opinions, les mêmes valeurs, ainsi que les mêmes convictions.

Fabien Roussel a abordé des sujets qui touchent tout le monde avec un discours concis, des exemples concrets. Il a répondu à des interrogations, il n'est pas dans le paraître.

Il est donc pour moi hors de question de ne pas donner d'importance à un candidat moins connu que d'autres, alors qu'il mérite la lumière.

Fabien Roussel m'a semblé fédérateur et après ces deux années covid, ça fait du bien de rencontrer quelqu'un d'humain.

Je conseille donc à tout le monde de lire son programme et d'aller voter Fabien Roussel !



Covidé mais pas privé

Témoignage de Lény Ollivier



« Covidé » mais galvanisé à distance par le meeting de Fabien Roussel ! Ce fut un meeting à l'image de la campagne : dynamique, vivant et joyeux.

L'objectif de ré-enchanter la Gauche est atteint. De la fanfare « Jubees Swing Combo », pour l'ambiance, à « L'Internationale », les prises de parole des soutiens issus du rassemblement et le rappel des combats locaux ; tout y était pour affirmer nos valeurs.

Je retiendrai deux propositions de justice sociale :

- Consacrer 1 % du PIB à l'intervention publique en matière culturelle.
- Garantir l'égalité de toutes et tous en mettant fin aux devoirs à la maison, en réduisant le nombre d'élèves par classe, en embauchant des enseignants et des AESH.

Le candidat est bon, le programme est excellent. D'ici le 10 avril, nous allons continuer de convaincre l'ensemble des citoyens d'aller voter et surtout de glisser joyeusement, et avec fierté, le bulletin de Fabien Roussel dans les urnes. On y croit !



Souscription

Élection présidentielle

La construction d'une alternative politique aux politiques de droite incarnées par Emmanuel Macron et les candidats de la droite traditionnelle ; la construction d'un débouché politique à la crise de la société qui fait prospérer les idées nauséabondes d'extrême droite autour d'Éric Zemmour et Marine Le Pen, nécessitent des moyens financiers à la hauteur des enjeux de financement durable du PCF et des campagnes qu'il entend mener. Le financement du PCF est une question politique, tout autant que le sens de ses candidatures, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives. Les puissances financières sont parfaitement organisées pour voir leurs intérêts préservés et défendus en 2022. Plus que dans n'importe quelle autre force politique, nous attirons l'attention de tous les militants et militants communistes, de leurs sympathisants, sur le besoin de lever des fonds pour défendre les idées de progrès au service d'une visée, celle des jours heureux.

Je participe à la souscription exceptionnelle et je verse..... euros pour la campagne présidentielle de Fabien Roussel (Les dons sont à effectuer par chèque à l'ordre de l'ADF et à envoyer à ADF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. En effectuant un don à l'ADF vous bénéficierez d'un crédit de 66% sur votre impôt sur le revenu.)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone :

E-mail :



Un beau meeting des Jours heureux à Nantes !

À Nantes s'est déroulé un grand meeting du candidat des Jours heureux Fabien Roussel. C'est à la Cité des congrès que pas moins de 1500 personnes se sont rassemblées alors que la salle était prévue pour environ 900 personnes. Un gros succès pour les communistes du 44 qui s'étaient tous donnés à fond pour organiser le meeting et mobiliser la population. Nous avons eu l'occasion, pour notre plus grand plaisir, de découvrir la nouvelle invention de Fabien Roussel, les apéroussel.



La JC était évidemment mobilisée pour ce beau meeting. Sa direction locale s'était partagée les tâches et les jeunes communistes, venus de toute la région et d'autres régions autour. Nous avons eu l'occasion de distribuer notre journal national *L'avant-garde*, ainsi que nos tracts de la campagne présidentielle. Ainsi la JC 44, qui connaît une très forte progression de son nombre de militants depuis trois mois, a pu dépenser toute son énergie dans ce meeting. Nous avons même prévu notre apéroussel le samedi 2 avril à la fédération du Parti communiste.

La campagne présidentielle est en revanche complètement chamboulée depuis le début de la guerre en Ukraine. En effet le sortant Macron tente de donner une image de président en fonction pour éviter le débat démocratique avec les autres candidats. Aurait-il peur ? **Non, le grand Emmanuel Macron n'a jamais peur. Il est vrai que pour toutes les réformes antisociales et les politiques au service du grand capital,** il n'a pas eu peur. Pour placer son argent dans des paradis fiscaux, il n'a pas peur non plus, Macron-DSK même système, même combat !



Quoi qu'il en soit les candidats mènent leur campagne dans des conditions inadmissibles pour une République comme la nôtre. Le candidat des Jours heureux Fabien Roussel se bat ainsi jours et nuits pour porter notre projet marxiste et révolutionnaire. Et en plus nous devons nous battre contre le piège antidémocratique du « vote utile » que les sociaux-démocrates de LFI alimentent toute la journée pour arracher un second tour inaccessible et perdu d'avance. **Nous, nous nous battons pour envoyer notre candidat au second tour et pour gagner la présidentielle et les législatives et nous ne perdons pas espoir, quoi qu'il arrive, car si nous restons unis jusqu'au bout « l'espoir Triomphera ! »** Georges Marchais

Augeat Gabriel

Hommage à

Émile Raimbault

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade **Émile Raimbault**, Émile était un militant sincère et dévoué.



Les valeurs de liberté, de solidarité, de justice sociale et de paix lui seront restées bouclonnées au corps de très nombreuses années et ce jusqu'à la fin de son Histoire. Nous garderons d'Émile le souvenir d'un homme passionné, exigeant, bienveillant, qui aimait prendre la parole pour donner des opinions toujours bien réfléchies et bien tranchées. Mimile ne se laissait jamais marcher sur les pieds, surtout face au patronat lors des audiences prud'homales.

Émile était toujours fidèle au poste notamment comme porte-drapeau pour le Comité du souvenir, fidèle aussi aux fêtes départementales du PCF, la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique où chaque année avec Michèle son épouse, ils montaient un stand de jeux et d'expositions, de lancer de boules pour dégommer les boîtes de conserves à l'effigie d'Emmanuel Macron, de Nicolas Sarkozy ou Marine Le Pen. Il exposait également des œuvres artistiques créées à partir de bouteilles et d'objets recyclables. **Bref, Mimile va nous manquer.**



Louis Dronval

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de notre ami et camarade Louis Dronval, survenu le 16 mars 2022 à l'âge de 69 ans.

Militant ouvrier durant toute sa vie, Louis a été secrétaire général du syndicat CGT des ingénieurs, cadres et techniciens et secrétaire du comité d'entreprise aux chantiers navals de Saint-Nazaire. Adhérent du Parti communiste français, il a été secrétaire de la section des chantiers, membre de la direction de la Fédération PCF de Loire-Atlantique et conseiller municipal de Saint-Nazaire. Très investi dans la vie politique et syndicale, Louis était avant tout un homme engagé et fraternel, toujours au rendez-vous pour les fêtes du Parti.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Louis CHRETIEN Pedro MAIA
 Pascal DIVAY Véronique MAHE

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)